

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1960 Nr. 43

---

---

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de  
Republiek Guinea inzake het luchtvervoer,  
met Bijlage;  
Conakry, 9 maart 1960*

B. TEKST

**Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas  
et le Gouvernement de la République de Guinée  
relatif au transport aérien**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République de Guinée (appelés ci-après les Parties Contractantes) désirant stimuler le transport aérien civil entre et à travers les Pays-Bas et la République de Guinée et prenant en considération la résolution adoptée en date du 7 décembre 1944 à la Conférence Internationale de l'Aviation Civile de Chicago, Illinois, E.U.A., conviennent de ce qui suit:

Article 1

Les Parties Contractantes s'accordent réciproquement les droits spécifiés à l'Annexe ci-jointe, nécessaires à l'établissement de services aériens (appelés ci-après „Services convenus”) sur les routes y mentionnées (appelées ci-après „routes spécifiées”).

Article 2

(1) Les services convenus pourront être inaugurés immédiatement ou à une date ultérieure au choix de la Partie Contractante bénéficiant des droits, mais pas avant que

a) la Partie Contractante bénéficiant des droits ait désigné une ou plusieurs entreprises de transport aérien (appelées ci-après „la ou les entreprise(s) désignée(s)”) pour la (les) route(s) spécifiée(s) et

b) la Partie Contractante accordant les droits ait délivré la permission d'exploitation appropriée à la ou aux entreprise(s) désignée(s) ce qu'elle fera, sous réserve des dispositions du paragraphe (2) de cet Article et de l'Article 5, sans délai déraisonnable.

(2) La ou les entreprise(s) désignée(s) pourront être appelées à justifier de leur qualification conformément aux lois et règlements normalement appliqués par les autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante en matière d'exploitation de Services aériens internationaux.

#### Article 3

Pour éviter toutes discriminations et assurer l'égalité de traitement, il est convenu que:

a) les stocks de carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord demeurant à bord des aéronefs des entreprises désignées de l'une des Parties Contractantes seront à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante exempts de tous droits et taxes nationaux, y compris les droits de douane et frais d'inspection, même au cas où ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours de vols au-dessus dudit territoire.

Les stocks bénéficiant de l'exemption ci-dessus définie, ne pourront être débarqués qu'avec l'approbation des autorités douanières de l'autre Partie Contractante. Lorsqu'ils seront débarqués, ils seront gardés sous contrôle douanier jusqu'à ce qu'on en aura besoin pour les aéronefs ou bien jusqu'à leur réexportation;

b) les stocks de carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord introduits dans ou pris à bord des aéronefs de l'une des Parties Contractantes, sur le territoire de l'autre Partie Contractante par une entreprise désignée de la première Partie Contractante ou en son nom, et destinés uniquement à l'exploitation des services convenus seront exempts de tous droits et taxes nationaux y compris les droits de douane et frais d'inspection imposés dans le territoire de l'autre Partie Contractante même au cas ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours de vols au-dessus dudit territoire. Les stocks introduits de telle façon seront gardés sous contrôle douanier jusqu'à ce qu'on en aura besoin pour les aéronefs ou bien jusqu'à leur réexportation.

#### Article 4

a) Les lois et règlements d'une Partie Contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire d'aéronefs employés à la navigation aérienne internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire s'appliqueront également et sans distinction de natio-

nalité aux aéronefs de la ou des entreprise(s) désignée(s) de l'autre Partie Contractante.

Lesdits aéronefs devront s'y conformer à l'arrivée, au départ et durant leur présence dans les limites du territoire de la première Partie Contractante.

b) Les lois et règlements d'une Partie Contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire de passagers, d'équipages ou de marchandises transportés par aéronefs, tels que ceux régissant l'entrée, les formalités de congé, d'immigration, les passeports, les douanes et la quarantaine, seront observés soit personnellement soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom par les passagers, équipages et marchandises transportés par des aéronefs de la ou les entreprise(s) de transport aérien de l'autre Partie Contractante durant leur séjour dans les limites du territoire de la Première Partie.

#### Article 5

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser ou de révoquer l'exercice des droits spécifiés à l'Annexe de cet Accord par une entreprise désignée par l'autre Partie Contractante, si elle n'est pas convaincue que la part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de nationaux de l'autre Partie Contractante ou si cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 4 ou si elle ne remplit pas ses obligations en vertu du présent Accord et de son Annexe.

#### Article 6

Les tarifs à appliquer par la ou les entreprise(s) désignée(s) de chacune des Parties Contractantes sur les routes spécifiées ou sur une partie quelconque de ces routes seront fixés par la procédure de l'I.A.T.A. Au cas où une conférence de l'I.A.T.A. ne serait pas à même de tomber d'accord sur un tarif, ce tarif sera fixé par les entreprises désignées respectives sous réserve de l'approbation par leurs Gouvernements respectifs.

#### Article 7

Le présent Accord et tous les contrats y relatifs seront enregistrés à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O.A.C.I.).

#### Article 8

a) Si l'une ou l'autre des Parties Contractantes estime désirable de modifier une clause quelconque de cet Accord ou de son Annexe, les autorités aéronautiques compétentes des Parties Contractantes se consulteront en vue de procéder à une telle modification. Les consultations devront commencer dans les 60 jours à partir de la date de la demande; au cas où lesdites autorités arriveront à un

accord sur les modifications à apporter, ces modifications entreront en vigueur après avoir été confirmées par un échange de notes diplomatiques.

b) Toute modification des routes spécifiées faite par une des Parties Contractantes et qui n'effectuerait pas des escales dans le territoire de l'autre Partie Contractante, ne sera pas considérée comme une modification du présent Accord. Les autorités aéronautiques de chaque Partie Contractante pourront, en conséquence, procéder unilatéralement à une telle modification, sous réserve toutefois de leur notification sans délai aux autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante.

#### Article 9

Tout différend entre les Parties Contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord ou de son Annexe, qui ne pourrait être réglé par voie de négociations directes, sera soumis à un jugement d'arbitrage au choix des Parties Contractantes ou à la Cour Internationale de Justice. Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux décisions du jugement d'arbitrage ou à celles prononcées par la Cour Internationale de Justice.

#### Article 10

Chaque Partie Contractante pourra à tout moment notifier à l'autre Partie Contractante son désir de dénoncer le présent Accord. Une telle notification doit être faite en même temps à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Le présent Accord cessera d'avoir effet douze mois au moins à partir du jour où la deuxième Partie Contractante en aura reçu la notification, sauf au cas où cette notification aura été révoquée de commun accord avant l'échéance du délai susdit.

Au cas où l'autre Partie Contractante omettrait d'en accuser réception la notification sera considérée parvenue à son adresse quatorze jours après la réception de cette notification par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

#### Article 11

Le présent Accord sera appliqué provisoirement dès sa signature; il entrera en vigueur à partir d'une date à fixer par un échange de notes constatant que les formalités prévues par la législation intérieure de chacune des Parties Contractantes auront été accomplies.

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, l'Accord ne s'appliquera qu'au territoire en Europe.

EN FOI DE QUOI les soussignés plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Conakry, le 9 mars 1960, en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

(s.) L. NOË

Ambassadeur des Pays-Bas

Pour le Gouvernement de la République de Guinée

(s.) F. CISSE

Ministre du Travail et des Affaires Sociales  
chargé des Affaires Etrangères

---

### Annexe

La ou les entreprise(s) désignée(s) par chaque des Parties Contractantes jouiront sur chacune des routes spécifiées aux tableaux ci-joints sur le territoire de l'autre Partie Contractante du droit de transit et du droit d'escale pour des fins non commerciales ainsi que du droit d'embarquer et du droit de débarquer en trafic international des passagers, des envois postaux et des marchandises.

### Tableau

- I - État des lignes à exploiter par la ou les entreprise(s) de transport aérien à désigner par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:
- PAYS-BAS par des points intermédiaires à Conakry et au-delà dans les deux directions.
- II - État des lignes à exploiter par la ou les entreprise(s) de transport aérien à désigner par le Gouvernement de la République de Guinée:
- GUINÉE par des points intermédiaires à Amsterdam et au-delà dans les deux directions.

Note. Les entreprises désignées pourront omettre sur chaque vol les escales mentionnées dans les tableaux ci-dessus.

---

C. VERTALING**Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der  
Nederlanden en de Regering van de Republiek Guinea  
inzake luchtvervoer**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Republiek Guinea (hierna genoemd de Overeenkomstsluitende Partijen), geleid door de wens het burgerluchtvervoer tussen en via Nederland en de Republiek Guinea te bevorderen en gelet op de op 7 december 1944 op de Internationale Burgerluchtvaartconferentie te Chicago, Illinois, V.S., aangenomen resolutie, komen het volgende overeen:

**Artikel 1**

De Overeenkomstsluitende Partijen verlenen elkaar de in de hierbijgevoegde Bijlage omschreven rechten, welke vereist zijn voor de instelling van de luchtdiensten (hierna genoemd „overeengekomen diensten”) op de daarin vermelde routes (hierna genoemd „omgeschreven routes”).

**Artikel 2**

(1) De overeengekomen diensten zullen onmiddellijk dan wel op een later tijdstip naar verkiezing van de Overeenkomstsluitende Partij welke de rechten geniet, kunnen worden geopend, maar niet voordat:

a) de Overeenkomstsluitende Partij welke de rechten geniet, een of meerdere luchtvaartmaatschappijen (hierna genoemd „de aangewezen maatschappij of maatschappijen”) heeft aangewezen voor de omschreven route of routes, en

b) de Overeenkomstsluitende Partij welke de rechten verleent, de passende exploitatie-vergunning aan de aangewezen maatschappij of maatschappijen heeft afgegeven, hetgeen zij, behoudens de bepalingen van lid 2 van dit artikel en van artikel 5, zonder onredelijke vertraging zal doen.

(2) Van de aangewezen maatschappij of maatschappijen zal het bewijs kunnen worden verlangd, dat zij voldoet of voldoen aan de wetten en voorschriften, welke gewoonlijk door de luchtvaartautoriteiten van de andere Overeenkomstsluitende Partij inzake de exploitatie van internationale luchtdiensten worden toegepast.

**Artikel 3**

Teneinde elke bevoorrechtiging te voorkomen en gelijkheid van behandeling te verzekeren wordt overeengekomen, dat

a) de voorraden motorbrandstoffen, de smeermiddelen, de reserveonderdelen, de normale uitrustingsstukken en het boordproviand, welke aan boord blijven van de luchtvaartuigen van de aangewezen

maatschappijen van een der Overeenkomstsluitende Partijen bij hun aankomst op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij vrijgesteld zullen zijn van alle nationale rechten en belastingen, met inbegrip van douanerechten en inspectiekosten, zelfs wanneer deze voorraden door die luchtvaartuigen zouden worden gebruikt of verbruikt tijdens vluchten boven dat grondgebied.

De voorraden, welke de hierboven omschreven vrijstelling genieten, zullen slechts mogen worden gelost met goedkeuring van de douaneautoriteiten van de andere Overeenkomstsluitende Partij. Wanneer zij zijn gelost, zullen ze onder douanetoezicht blijven totdat ze benodigd zijn voor de luchtvaartuigen of totdat ze weer uitgevoerd worden;

b) de voorraden motorbrandstoffen, de smeermiddelen, de reserveonderdelen, de normale uitrustingsstukken en het boordproviand, welke ingevoerd worden in of aan boord genomen worden van de luchtvaartuigen van een der Overeenkomstsluitende Partijen op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij door of namens een aangewezen maatschappij van de eerste Overeenkomstsluitende Partij en welke uitsluitend bestemd zijn voor de uitoefening van de overeengekomen diensten, vrijgesteld zullen zijn van alle nationale rechten en belastingen, met inbegrip van douanerechten en inspectiekosten, welke binnen het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij worden geheven, zelfs indien die voorraden door die luchtvaartuigen zouden worden gebruikt of verbruikt tijdens vluchten boven dat grondgebied. De aldus ingevoerde voorraden zullen onder douanetoezicht blijven totdat ze benodigd zijn voor de luchtvaartuigen of totdat ze weer uitgevoerd worden.

#### Artikel 4

a) De wetten en voorschriften van een Overeenkomstsluitende Partij betreffende de binnenkomst in en het vertrek uit haar grondgebied van luchtvaartuigen, welke gebruikt worden voor de internationale luchtvaart, of betreffende de exploitatie van en het vliegen met die luchtvaartuigen gedurende hun verblijf binnen de grenzen van haar grondgebied zullen op dezelfde wijze en zonder onderscheid van nationaliteit van toepassing zijn op de luchtvaartuigen van de aangewezen maatschappij of maatschappijen van de andere Overeenkomstsluitende Partij.

Genoemde luchtvaartuigen zullen deze moeten naleven bij aankomst, bij vertrek en gedurende hun verblijf binnen de grenzen van het grondgebied van de eerste Overeenkomstsluitende Partij.

b) De wetten en voorschriften van een Overeenkomstsluitende Partij betreffende de binnenkomst in of het vertrek uit haar grondgebied van passagiers, bemanningsleden en goederen vervoerd door luchtvaartuigen, zoals die welke de binnenkomst, de formaliteiten van uitreis en immigratie, de paspoorten, de douane en de quarantaine regelen, zullen hetzij persoonlijk hetzij door bemiddeling van

een derde handelende in hun naam door de passagiers, bemanningsleden en goederen, vervoerd door luchtvaartuigen van de luchtvervoersmaatschappij of -maatschappijen van de andere Overeenkomstsluitende Partij, worden in acht genomen gedurende hun verblijf binnen de grenzen van het grondgebied van de eerste Partij.

#### Artikel 5

Elke Overeenkomstsluitende Partij behoudt zich het recht voor de uitoefening van de in de Bijlage bij deze Overeenkomst omschreven rechten door een door de andere Overeenkomstsluitende Partij aangewezen maatschappij te weigeren of te herroepen, wanneer zij niet ervan overtuigd is, dat het overwegende deel van de eigendom van en het daadwerkelijk toezicht op die maatschappij in handen zijn van onderdanen van de andere Overeenkomstsluitende Partij of wanneer die maatschappij de wetten en voorschriften bedoeld in artikel 4 niet nakomt of wanneer zij niet voldoet aan haar verplichtingen krachtens deze Overeenkomst en haar Bijlage.

#### Artikel 6

De tarieven, welke door de aangewezen maatschappij of maatschappijen van elk der Overeenkomstsluitende Partijen worden toegepast op de omschreven routes of op een deel van die routes zullen worden vastgesteld door de procedure van de I.A.T.A. In geval een I.A.T.A.-conferentie niet in staat zou zijn tot overeenstemming inzake een tarief te komen, zal dat tarief worden vastgesteld door de onderscheiden aangewezen maatschappijen onder voorbehoud van goedkeuring door hun onderscheidene Regeringen.

#### Artikel 7

Deze Overeenkomst en alle daarop betrekking hebbende overeenkomsten zullen worden geregistreerd bij de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie (I.C.A.O.).

#### Artikel 8

a) Indien een der Overeenkomstsluitende Partijen het wenselijk acht een bepaling van deze Overeenkomst of van haar Bijlage te wijzigen, zullen de bevoegde luchtvaartautoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen overleg plegen teneinde tot een zodanige wijziging te komen. Dit overleg zal moeten aanvangen binnen 60 dagen te rekenen van de datum van de aanvraag; ingeval genoemde autoriteiten tot overeenstemming zullen komen inzake de aan te brengen wijzigingen, zullen die wijzigingen van kracht worden, nadat zij zijn bevestigd door een wisseling van diplomatieke nota's.

b) Elke wijziging door een der Overeenkomstsluitende Partijen aangebracht in de omschreven routes, welke geen betrekking heeft op



de landingen binnen het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, zal niet beschouwd worden als een wijziging van deze Overeenkomst. De luchtvaartautoriteiten van elke Overeenkomstsluitende Partij zullen bijgevolg eenzijdig tot een zodanige wijziging kunnen overgaan, evenwel onder voorbehoud dat zij onverwijld daarvan kennis geven aan de luchtvaartautoriteiten van de andere Overeenkomstsluitende Partij.

#### Artikel 9

Elk geschil tussen de Overeenkomstsluitende Partijen inzake de uitlegging of toepassing van deze Overeenkomst of van haar Bijlage, dat niet geregeld kan worden door middel van directe onderhandelingen, zal worden voorgelegd aan een scheidsgerecht naar keuze van de Overeenkomstsluitende Partijen of aan het Internationale Gerechtshof. De Overeenkomstsluitende Partijen nemen op zich zich te houden aan de beslissingen van het scheidsgerecht of aan die van het Internationale Gerechtshof.

#### Artikel 10

Elke Overeenkomstsluitende Partij zal te allen tijde aan de andere Overeenkomstsluitende Partij mededeling kunnen doen van haar wens deze Overeenkomst op te zeggen. Een zodanige mededeling moet tegelijkertijd gedaan worden aan de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie.

Deze Overeenkomst zal ophouden van kracht te zijn, nadat minstens twaalf maanden verlopen zijn na de dag waarop de andere Overeenkomstsluitende Partij de mededeling terzake zal hebben ontvangen, tenzij deze mededeling in onderling overleg zal zijn ingetrokken voor het verstrijken van de hierboven genoemde termijn.

Ingeval de andere Overeenkomstsluitende Partij zou nalaten haar ontvangst te bevestigen, zal de mededeling geacht worden te zijn aangekomen veertien dagen na ontvangst van die mededeling door de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie.

#### Artikel 11

Deze Overeenkomst zal voorlopig worden toegepast van de datum van haar ondertekening af; zij zal in werking treden op een datum, welke zal worden vastgelegd in een wisseling van nota's waarin wordt vermeld, dat aan de krachtens de nationale wetgeving van elk der Overeenkomstsluitende Partijen vereiste formaliteiten is voldaan.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst slechts van toepassing zijn op het grondgebied in Europa.

**TEN BLIJKE WAARVAN** de ondergetekende gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd door hun onderscheidene Regeringen,

deze Overeenkomst hebben ondertekend en van hun zegels hebben voorzien.

GEDAAN te Conakry, de 9e maart 1960, in tweevoud, in de Franse taal.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden

(w.g.) L. NOË

Ambassadeur der Nederlanden

Voor de Regering van de Republiek Guinea

(w.g.) F. CISSE

Minister van Arbeid en Sociale Zaken,  
belast met Buitenlandse Zaken

---

### Bijlage

De aangewezen maatschappij of maatschappijen van elk der Overeenkomstsluitende Partijen zullen op elk der in de hierbijgevoegde tabellen omschreven routes op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij het recht genieten om over te vliegen, het recht om te landen voor niet-commerciële doeleinden alsook het recht om in internationaal verkeer passagiers, post en goederen op te nemen of af te zetten.

#### Tabel

- I – Lijst van lijnen te exploiteren door de luchtvaartmaatschappij of -maatschappijen aan te wijzen door de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden:
  - NEDERLAND via tussenliggende punten naar Conakry en verder in beide richtingen.
- II – Lijst van lijnen te exploiteren door de luchtvaartmaatschappij of -maatschappijen aan te wijzen door de Regering van de Republiek Guinea:
  - GUINEA via tussenliggende punten naar Amsterdam en verder in beide richtingen.

N.B. De aangewezen maatschappijen zullen op iedere vlucht de landingen vermeld in de tabellen hierboven kunnen laten vervallen.

---

#### D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft de goedkeuring der Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet, alvorens in werking te kunnen treden.

#### G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst worden ingevolge artikel 11 voorlopig toegepast van 9 maart 1960 af en zullen ingevolge hetzelfde artikel in werking treden op een datum, vast te stellen bij een wisseling van nota's waarin wordt vermeld, dat de door de nationale wetgeving van elk der Overeenkomstsluitende Partijen vereiste formaliteiten zijn vervuld.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst ingevolge artikel 11 alleen voor Nederland gelden.

#### J. GEGEVENS

De Internationale Burgerluchtvaartorganisatie, waarnaar in de Overeenkomst wordt verwezen, is opgericht bij het Verdrag van Chicago van 7 december 1944. Tekst en vertaling van dit Verdrag zijn opgenomen in *Stb.* H 165. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1959, 45.

De Internationale Luchtvervoersvereniging (International Air Transport Association), welke wordt genoemd in artikel 6 van de Overeenkomst, is een in 1919 te 's-Gravenhage opgerichte particuliere organisatie van luchtvaartmaatschappijen.

Van het Statuut van het Internationale Gerechtshof, welk Hof wordt genoemd in artikel 9 van de Overeenkomst, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Stb.* F 321. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1959, 38.

Uitgegeven de zeventwintigste april 1960.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,  
J. DE QUAY.